

AGROCARBURANTS ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Recommandations politiques

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

portent principalement sur :



Contribuent à la réalisation de ODD 5, 9, 10, 13 & 15

Le Comité de sécurité alimentaire mondiale (CSA), Quatrième session 2013 a souscrit aux recommandations suivantes relatives aux Agrocarburants et à la sécurité alimentaire¹.

1 Le Comité:

a) S'est félicité du travail que le Groupe d'experts de haut niveau avait accompli sur les agrocarburants et la sécurité alimentaire, et du rapport consacré à ce thème.

b) A rappelé les conclusions de ses délibérations sur «l'instabilité des prix des denrées alimentaires» d'octobre 2011, et en particulier l'alinéa i) du paragraphe 50 du rapport final de sa trente-septième session.

c) A souligné que la sécurité énergétique et la sécurité alimentaire étaient liées et a reconnu que la réalisation de ces deux objectifs constituait un réel défi, compte tenu des quatre dimensions de la sécurité alimentaire (la disponibilité, l'accès, la stabilité et l'utilisation).

d) A pris note des différents éléments moteurs dans le développement des agrocarburants, notamment la sécurité énergétique, l'atténuation du changement climatique, le développement des marchés d'exportation et le développement rural.

e) A reconnu que le développement des agrocarburants ouvrait des possibilités et impliquait des risques aux niveaux économique, social et environnemental, selon le contexte et les pratiques.

f) A souligné que la sécurité alimentaire et la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale devaient être des priorités pour toutes les parties prenantes

concernées par le développement des agrocarburants, lequel ne devrait pas compromettre la sécurité alimentaire et devrait prendre en considération, en particulier, le rôle très important que jouent les femmes et les petits exploitants dans la sécurité alimentaire, compte tenu des différents contextes nationaux.

g) S'est dit conscient de ce qui suit:

i. Les liens entre les agrocarburants et la sécurité alimentaire sont multiples et complexes et peuvent se manifester de manière différente à différents échelons géographiques (local, national, régional, mondial) et à différents horizons temporels. Pour évaluer ces liens, il faudrait donc tenir compte de leurs multiples facettes et des différents contextes. Par ailleurs, l'élaboration de politiques relatives aux agrocarburants et



©FAO



les investissements en la matière devraient passer par une approche intégrée, fondée sur les faits et tenant compte des sexes et des préoccupations environnementales.

ii. Parmi de nombreux autres facteurs, la production et la consommation d'agrocarburants influencent les cours internationaux des produits agricoles. L'interaction entre les agrocarburants, les prix des denrées alimentaires et les réactions au niveau de l'offre est dynamique et complexe et il est indispensable d'en distinguer les incidences à court terme et les incidences à long terme.

iii. Actuellement, la production d'agrocarburants entre parfois en concurrence avec celle de denrées destinées à l'alimentation. On dispose de nombreux instruments d'orientation, et il faudrait en mettre au point de nouveaux pour garantir que les politiques relatives aux agrocarburants soient cohérentes avec les objectifs de sécurité alimentaire, et qu'elles visent à limiter les risques et à optimiser les possibilités. Ces instruments sont les suivants: le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition formulé par le Comité, les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, les indicateurs de durabilité pour la bioénergie élaborés par le Partenariat mondial sur les bioénergies et l'Approche de la bioénergie dans

le contexte de la sécurité alimentaire (BEFS) élaborée par la FAO.

h) A souligné qu'il était important de mener des actions internationales et nationales concertées si l'on voulait que le développement des agrocarburants et les politiques en la matière soient conformes à l'objectif consistant à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition et contribuent à un développement rural durable tout en respectant les droits fonciers légitimes, et à la réduction de la pauvreté, compte tenu des différents contextes nationaux.

2 A encouragé les gouvernements à veiller à ce que leurs stratégies en matière de sécurité alimentaire et leurs stratégies en matière de sécurité énergétique soient coordonnées, et à ce que toute l'attention requise soit accordée à une gestion durable des ressources naturelles.

3 A recommandé l'élaboration et la mise en œuvre des mesures ci-après par les parties prenantes pertinentes.

Mesures visant à améliorer la cohérence des politiques relatives à la sécurité alimentaire et aux agrocarburants

4 Les gouvernements, la FAO, le Système d'information sur les marchés agricoles, le Partenariat mondial sur les bioénergies, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et les autres organisations internationales sont encouragés à

partager régulièrement avec le Comité les résultats de leurs travaux sur les liens entre les agrocarburants et la sécurité alimentaire.

5 Les gouvernements, la FAO et toutes les autres parties prenantes sont encouragés à promouvoir et à faciliter l'échange d'informations et la coopération en ce qui concerne les liens entre agrocarburants et sécurité alimentaire. Cela comprend notamment les analyses, les évaluations et les projections ainsi que la communication en toute transparence des informations sur les hypothèses, des méthodes, des outils et de données ventilées par sexe.

6 Les gouvernements et les autres parties prenantes sont encouragés à mettre en œuvre des politiques et des investissements relatifs à la production d'agrocarburants et de produits alimentaires qui soient conformes aux stratégies de développement nationales et aux accords multilatéraux applicables à la sécurité alimentaire. Une attention particulière devrait également être accordée à la situation des groupes vulnérables et des petits producteurs de denrées alimentaires.

7 S'il y a lieu, les gouvernements et les autres parties prenantes pertinentes sont encouragés à examiner les politiques relatives aux agrocarburants à la lumière d'évaluations impartiales et scientifiques des possibilités et des risques en matière de sécurité alimentaire, afin que les agrocarburants puissent être produits là où leur production est viable d'un point de vue économique, environnemental et social.





©FAO/Nemanja Knezevic

©FAO/Jon Spaul

8 La FAO est invitée à informer le CSA des progrès réalisés en matière de renforcement des capacités dans les pays membres, en ce qui concerne les politiques sur les agrocarburants qui sont conformes aux objectifs de sécurité alimentaire et les initiatives relatives aux politiques sur les agrocarburants prises à de multiples niveaux. À cet égard, il convient de s'appuyer sur des travaux et des documents existants, notamment les indicateurs de durabilité pour la bioénergie élaborés par le Partenariat mondial sur les bioénergies, l'approche BEFS de la FAO, ainsi que les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Les gouvernements et toutes les parties prenantes sont encouragés à promouvoir et à utiliser ces instruments, ainsi qu'à en soutenir la mise en œuvre.

9 La FAO, en collaboration avec les parties prenantes pertinentes, et en consultation avec les États Membres, le cas échéant, est invitée à proposer un programme de travail qui vise à renforcer les capacités des pays et des acteurs désireux d'évaluer leur situation en matière d'agrocarburants, en tenant compte de la question de la sécurité alimentaire aux niveaux mondial, régional et national et des droits fonciers légitimes, de gérer les risques et les possibilités associés au développement des agrocarburants et d'en suivre les incidences. Ce programme pourrait tirer parti du programme de renforcement des capacités

conduit par le Partenariat mondial sur les bioénergies.

Mesures visant à promouvoir la recherche-développement sur les agrocarburants et la sécurité alimentaire

10 La sécurité alimentaire, les intérêts des petits exploitants et les questions de parité hommes-femmes doivent être intégrés comme il convient dans la conception, le suivi et l'évaluation de la recherche-développement sur les agrocarburants. La Recherche-développement est importante s'agissant d'améliorer l'efficacité des agrocarburants, sur le plan des ressources et sur le plan des procédés, et d'explorer de nouvelles technologies, y compris les agrocarburants de la deuxième et de la troisième génération. Les partenaires de recherche sont encouragés à concevoir des solutions adaptées aux besoins de toutes les parties prenantes, en particulier aux parties prenantes dans les pays les moins avancés, notamment les femmes et les petits exploitants qui sont les premiers à avoir besoin d'accéder à des services énergétiques modernes.

11 La coopération internationale (y compris la coopération Sud-Sud), le secteur public et les partenariats public-privé ont un rôle important à jouer à l'appui des recherches conduites dans ces domaines. Il est important de veiller

à ce que les enseignements tirés de ces partenariats se retrouvent dans la coopération future.

12 La recherche-développement, ainsi qu'il convient, doit permettre de renforcer les capacités d'adapter les unités de transformation et les unités de production d'agrocarburants afin que celles-ci puissent moduler leurs chaînes d'approvisionnement entre l'alimentation humaine, les aliments pour animaux et l'énergie.

Actions concernant les liens entre l'énergie et la sécurité alimentaire

13 Les parties prenantes sont encouragés à soutenir une utilisation plus efficace de l'énergie et des autres ressources, un emploi accru des sources d'énergie renouvelables et un meilleur accès à des services énergétiques durables, notamment dans les filières agroalimentaires, compte tenu des spécificités de chaque pays.

14 Les gouvernements et les divers acteurs devraient appuyer la participation des agriculteurs, en particulier des petits exploitants et des femmes, aux programmes de sécurité alimentaire et énergétique (y compris en ce qui concerne la production et la consommation d'agrocarburants), sur la base, comme il convient, de conditions justes et équitables.

LE COMITÉ

✓ Le Comité a encouragé le secteur public et le secteur privé à apporter un appui à l'inscription de la production durable d'agrocarburants dans les politiques relatives à l'agriculture et à la foresterie, compte tenu des spécificités de chaque pays.

©FAO/Danfong Dennis

EN SAVOIR PLUS



Agrocarburants et sécurité alimentaire du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition

CSA est la principale plateforme internationale et intergouvernementale, ouverte à tous, qui permet à l'ensemble des parties prenantes de travailler ensemble pour assurer à chacun la sécurité alimentaire et la nutrition.



fao.org/cfs/products/fr

cfs@fao.org



©FAO/Giuseppe Bizzarri

Les recommandations politiques font partie du Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition.



Photo de couverture : ©FAO/Giuseppe Bizzarri